

Cote du document:	EB 2013/LOT/P.9/Rev.1
Date:	11 septembre 2013
Distribution:	Publique
Original:	Français

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de don à la République de Guinée pour le**

### **Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles – extension Basse Guinée et Faranah**

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

##### **Abdoul W. Barry**

Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2060  
courriel: a.barry@ifad.org

##### Transmission des documents:

##### **Deirdre McGrenra**

Chef du Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du programme</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte stratégique et justification</b>	<b>1</b>
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
<b>II. Description du programme</b>	<b>2</b>
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du programme	3
C. Composantes/résultats	3
<b>III. Exécution du programme</b>	<b>4</b>
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
<b>IV. Coût, financement et avantages du programme</b>	<b>7</b>
A. Coût du programme	7
B. Financement du programme	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	9
<b>V. Considérations d'ordre institutionnel</b>	<b>10</b>
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
<b>VI. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>11</b>
<b>VII. Recommandation</b>	<b>11</b>
 <b>Annexe</b>	
Accord de financement négocié	12
 <b>Appendice</b>	
Cadre logique	

## Sigles et acronymes

ANPROCA	Agence nationale de promotion rurale et de conseil agricole
ASF	Association de services financiers
BGF	Basse Guinée et Faranah
CAFODEC	Centre d'appui et de formation pour le développement, l'épargne, le crédit et l'éducation civique
CAI	Comité d'approbation des interventions
CAR	Conseil agricole régional
CNOPG	Confédération nationale des organisations paysannes de Guinée
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CP	Comité de pilotage
CTR	Cellule technique régionale
DNGR	Direction nationale de génie rural
DNPR	Direction nationale de pistes rurales
FOPBG	Fédération des organisations paysannes de Basse Guinée
FUMA	Fédération des unions maraîchères
FUPRORIZ	Fédération des unions de producteurs de riz
IRAG	Institut de recherche agronomique de Guinée
OPA	Organisation professionnelle agricole
PADER-BGN	Projet d'appui au développement rural de Basse Guinée Nord
PNAFA	Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles
PND	Politique nationale de développement agricole – Vision 2015
PNIASA	Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
UNC	Unité nationale de coordination
URC	Unité régionale de coordination

## Carte de la zone du programme

### Guinée

Opérations financées par le FIDA



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA | 25-01-2013

## République de Guinée

### Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles – extension Basse Guinée et Faranah (PNAFA – extension BGF)

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Pays bénéficiaire du don:</b>	République de Guinée
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Coût total du programme:</b>	40,1 millions d'USD
<b>Montant du don du FIDA:</b>	15 175 000 DTS (équivalant approximativement à 23 millions d'USD)
<b>Cofinanceur:</b>	Fonds saoudien pour le développement
<b>Contribution du pays bénéficiaire du don:</b>	4,2 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	2,2 millions d'USD
<b>CAFODEC Finances SA:</b>	0,6 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don en faveur de la République de Guinée pour le Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles – extension Basse Guinée et Faranah (PNAFA – extension BGF), telle qu'elle figure au paragraphe 62.

## Proposition de don à la République de Guinée pour le Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles – extension Basse Guinée et Faranah (PNAFA – extension BGF)

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Malgré ses potentialités énormes dans les secteurs agricole et minier, la Guinée est classée parmi les pays les plus pauvres au monde. Par exemple, en 2011, elle était classée 156<sup>e</sup> sur 169 selon l'Indice de développement humain des Nations Unies<sup>1</sup>. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant était évalué à près de 450 USD en 2012. L'Enquête légère pour l'évaluation de la pauvreté faite en 2012 révèle que 55,2% de la population est considérée comme pauvre, contre 49% en 2002. La détérioration du niveau de pauvreté résulte essentiellement du déclin de la situation sécuritaire et économique.
2. La pauvreté est essentiellement un phénomène rural: près de 65% de la population rurale était pauvre en 2010, contre environ 32% en milieu urbain. La population rurale contribue pour 87% à la pauvreté globale et pour 90% à l'extrême pauvreté. D'après les résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire conduite en Guinée en 2009<sup>2</sup> par le Programme alimentaire mondial, 32% des ménages ruraux guinéens sont confrontés à l'insécurité alimentaire, et près de 40% des enfants âgés de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique.
3. Le corollaire de la situation socioéconomique en Guinée est que le combat contre la pauvreté passe nécessairement par des investissements en milieu rural, où réside près de 70% de la population guinéenne, en particulier dans le secteur agricole, qui est la source de revenus pour 57% des ruraux. C'est pour accélérer la croissance agricole que la Guinée s'est dotée en 2007 d'une Politique nationale de développement agricole – Vision 2015 (PNDA) qui a pour ambition de jeter les bases du développement des filières agricoles. Cette volonté a été confirmée en 2012 par l'élaboration du Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA), qui s'articule autour des programmes d'investissement suivants: i) développement durable du sous-secteur riz; ii) diversification en faveur de la sécurité alimentaire; iii) promotion des exportations agricoles et du secteur agroalimentaire; iv) gestion intégrée des ressources naturelles; et v) renforcement des capacités institutionnelles.
4. En Guinée, le développement des filières agricoles est fortement entravé par un ensemble de facteurs, parmi lesquels un cadre institutionnel et réglementaire déficient, l'absence de services étatiques performants, le manque d'infrastructures de base et l'insuffisance d'institutions de financement en milieu rural. C'est dans ce contexte difficile que les organisations professionnelles agricoles (OPA) tentent de se mobiliser pour offrir des services à leurs membres et défendre leurs intérêts. On

<sup>1</sup> PNUD, Rapport sur le développement humain, 2010.

<sup>2</sup> PAM, Enquête sur la sécurité alimentaire, 2009.

peut citer, parmi ces OPA, la Confédération nationale des organisations paysannes de Guinée (CNO PG), qui regroupe la grande majorité des fédérations de producteurs et joue un rôle croissant dans le développement des filières agricoles en accompagnant la dynamique de structuration des producteurs, en vue non seulement d'accroître leur pouvoir de négociation vis-à-vis des autres acteurs, mais aussi d'influencer les politiques agricoles.

## **B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats**

5. En 2008, le Gouvernement guinéen et le FIDA ont adopté le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) couvrant la période 2009-2014 et visant à contribuer à la réalisation des objectifs du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté – Phase 2 et de la PNDA. Ce COSOP axé sur les résultats propose de regrouper les interventions financées par le FIDA en deux programmes majeurs: i) le Projet d'appui aux communautés villageoises – Phase II, qui appuie le processus de décentralisation et de développement communautaire; et ii) le Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles (PNAFA), qui entend appuyer les activités agricoles.
6. Le PNAFA vise à développer les filières agricoles en utilisant, comme porte d'entrée, les OPA opérant dans les chaînes de valeur. Conçu pour être un programme d'envergure nationale, il a initialement démarré ses activités en mai 2011 dans les régions de la Guinée forestière et de la Moyenne Guinée. Une première extension géographique vers la région administrative de Kankan est effective depuis octobre 2012. La deuxième extension du programme en Basse Guinée et dans la région administrative de Faranah (PNAFA – extension BGF) permettra de couvrir l'ensemble du pays à partir de 2014. Elle permettra en même temps de mettre à profit les acquis du Projet d'appui au développement rural de Basse Guinée Nord (PADER-BGN), financé par le FIDA, dont l'achèvement est prévu pour décembre 2013.

## **II. Description du programme**

### **A. Zone d'intervention et groupe cible**

7. La zone d'intervention du PNAFA sera élargie aux huit préfectures de la Basse Guinée et aux trois préfectures (Faranah, Dabola et Dinguiraye) de la région administrative de Faranah, permettant ainsi d'en faire un programme d'envergure nationale à partir de 2014.
8. Au départ, le PNAFA – extension BGF appuiera les filières riz et maraîchage, qui sont les filières vivrières clés des petits producteurs agricoles dans la zone ciblée. Au moment de l'examen à mi-parcours du programme, la pertinence d'une ouverture vers d'autres filières sera évaluée.
9. La filière rizicole est en forte expansion, et la production locale gagne des parts de marché face aux importations, qui sont estimées à 300 000 tonnes, soit 25% de la consommation guinéenne. Néanmoins, des potentiels sont encore sous-exploités, aussi bien pour augmenter la production que pour moderniser l'aval de la filière (transformation et commercialisation) afin de produire un riz de qualité répondant à la demande. Plusieurs contraintes sont relevées au niveau de la production, notamment: l'accès difficile aux intrants (semences et fertilisants), aux équipements et aux crédits de campagne; la faible structuration des acteurs et le manque de concertation entre eux; et les fortes fluctuations du prix du paddy entre les périodes de récolte et de soudure. En aval de la production, le manque d'infrastructures de stockage, la vétusté des équipements de transformation et la faible performance du système de commercialisation entravent l'accès à des marchés en forte expansion.

10. En Basse Guinée, la culture maraîchère de rente est une activité relativement récente, sauf dans la zone de Kindia. Elle s'est développée il y a une dizaine d'années, surtout en contresaison de la campagne hivernale du riz. La culture maraîchère concerne surtout les femmes, qui sont nettement majoritaires dans les groupements et unions de maraîchers. L'encadrement de la filière est faible, mais les producteurs sont généralement bien organisés en OPA. La commercialisation par les producteurs eux-mêmes a lieu le plus souvent sur les marchés de proximité, bien que parfois certaines unions aient tenté de vendre leurs produits sur les marchés urbains. Pour la filière maraîchère, le financement des intrants est en grande partie assuré par les commerçants, bien que certaines unions aient créé leurs propres associations de services financiers (ASF) pour limiter cette dépendance. Néanmoins, ces initiatives sont rares et la surface financière de ces ASF reste en général trop limitée pour financer la production.
11. Au total, le PNAFA – extension BGF ciblera 55 000 ménages, dont environ 45 000 dans la filière riz et 10 000 dans la filière maraîchage. En Basse Guinée, le programme ciblera environ 41 000 ménages membres des 50 unions de riziculteurs et de femmes étuveuses et les 9 000 ménages des 25 unions maraîchères. Dans la région de Faranah, environ 5 000 ménages, membres d'une dizaine d'unions, seront ciblés – 4 000 dans la filière riz et 1 000 dans la filière maraîchage.
12. Le programme ciblera: i) les petits producteurs agricoles membres d'une organisation paysanne qui sont engagés dans les filières retenues et sont capables de mettre à profit les opportunités offertes par le programme; et ii) les autres acteurs tels que les femmes transformatrices, les artisans regroupés en OPA, etc., dont les métiers sont directement liés aux filières ciblées. Il accordera une attention particulière aux catégories les plus vulnérables, dont les femmes et les jeunes ruraux.

## **B. Objectif de développement du programme**

13. L'objectif global du PNAFA – extension BGF est d'améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales dans les régions administratives de Boké, Kindia et Faranah. L'objectif de développement est d'améliorer la production et la productivité des petits producteurs et autres acteurs dans des filières agricoles porteuses.
14. Les objectifs seront atteints à travers deux composantes complémentaires qui sont décrites ci-dessous. Le cadre logique, les indicateurs d'impact et le système de suivi-évaluation (S&E) du PNAFA – extension BGF seront harmonisés avec ceux du PNAFA, déjà opérationnels.

## **C. Composantes/résultats**

### **Composante A: appui aux OPA**

15. **Appui institutionnel aux OPA (sous-composante A1).** Le résultat attendu de la sous-composante A1 est une meilleure structuration des fédérations et des unions pour les aider à être des acteurs efficaces pour le développement des filières. La sous-composante est mise en œuvre par la CNOPG. Le programme financera les coûts opérationnels et les investissements indispensables pour la mise en œuvre des activités prévues.
16. **Appui économique aux OPA (sous-composante A2).** Le résultat attendu de la sous-composante A2 est le développement des activités économiques inscrites dans les plans d'action des OPA opérant dans les filières ciblées. La mise en œuvre sera assurée: i) par des fédérations paysannes membres de la CNOPG; et ii) par les fédérations et unions partenaires qui regroupent les acteurs en aval de la production. Le programme financera des activités telles que la mise en place de dispositifs internes de multiplication/diffusion de semences améliorées et de systèmes d'approvisionnement en intrants, les aménagements hydroagricoles, les infrastructures de stockage et la transformation des produits.

### **Composante B: appui aux services publics et à la finance rurale**

17. **Contrat avec les services publics (sous-composante B1).** Le résultat attendu est le développement, au niveau régional et préfectoral, d'un partenariat entre les OPA et les services publics qui fournissent des services à la demande. Le PNAFA a déjà signé des contrats-cadres avec les services publics concernés au niveau national, régional et préfectoral afin d'assurer des services aux membres des fédérations partenaires. Ces conventions seront élargies aux zones d'intervention du PNAFA – extension BGF.
18. **Consolidation et institutionnalisation des ASF (sous-composante B2).** Le résultat attendu est une consolidation et une institutionnalisation des ASF. La stratégie d'institutionnalisation des 105 ASF consistera dans leur transformation en 50 points de service de CAFODEC Finances SA<sup>3</sup> et du Crédit rural de Guinée.

## **III. Exécution du programme**

### **A. Approche**

19. Le PNAFA – extension BGF interviendra sur une période de six ans (2014-2019). Intégré dans le PNAFA en cours d'exécution, il sera mis en œuvre sur la base des mêmes procédures et mécanismes en place dans les quatre régions naturelles du pays. La date de clôture des différents financements du FIDA sera harmonisée et programmée pour 2019.
20. L'approche du programme est essentiellement de financer les plans d'action des OPA opérant dans les filières ciblées. Le renforcement des OPA devrait leur permettre d'assurer, à terme, la maîtrise d'œuvre déléguée ainsi qu'une internalisation des services aux membres. Il s'agira de les responsabiliser graduellement en veillant à leur accompagnement.

### **B. Cadre organisationnel**

21. Le programme sera placé sous la tutelle du Ministère de l'agriculture, qui assurera la maîtrise d'ouvrage. La concertation nationale sera assurée par le comité de pilotage (CP) du PNAFA. Conformément à l'accord de don, les leaders des OPA représenteront au moins 50% du quorum du CP<sup>4</sup>. L'unité nationale de coordination (UNC) assurera le secrétariat du CP.
22. L'UNC du PNAFA sera responsable de la mise en œuvre des activités en Basse Guinée et dans la région administrative de Faranah, à travers les unités régionales de coordination (URC) basées à Dubréka et à Kankan.
23. Un comité d'approbation des interventions (CAI) sera mis en place au niveau régional pour recevoir et valider l'admissibilité au financement des interventions de la sous-composante A2, proposées par les fédérations et unions. Il sera organisé sous forme de réunion restreinte à la fin du conseil agricole régional (CAR), pour la validation du plan de travail et budget annuel (PTBA) régional. Le CAI sera présidé par un représentant de la CNOPG et sera composé: i) des représentants des fédérations impliquées; ii) de la représentation régionale de la CNOPG; iii) d'un représentant du PNAFA (URC); et iv) du représentant de la Direction régionale de l'agriculture. La CNOPG assurera le secrétariat du CAI.
24. Pour la mise en œuvre de la sous-composante A1, l'UNC signera des conventions bisannuelles avec la CNOPG et la cellule technique régionale (CTR) qui couvriront les activités nationales et régionales. Pour la sous-composante A2, des conventions seront signées entre chaque fédération partenaire, la CTR et l'UNC/URC. La convention avec chaque fédération précisera: i) la nature et l'objet de la convention-cadre de collaboration; ii) le cahier des charges; iii) le PTBA bisannuel;

<sup>3</sup> Sous réserve des recommandations de l'audit de CAFODEC Finances SA et des négociations avec le Crédit rural de Guinée.

<sup>4</sup> Leur représentativité sera proportionnelle aux appuis fournis par le programme et répartie entre les acteurs en amont et en aval de la production des filières ciblées.

- iv) les obligations du bénéficiaire; v) les obligations du programme; vi) le montant de la convention de collaboration; vii) l'utilisation des fonds; viii) le système de passation des marchés; ix) les modalités de paiement; x) le système fiduciaire et d'audit; et xi) le système de suivi.
25. Pour la sous-composante B1, au niveau national, des contrats de prestations seront signés entre les directions nationales (IRAG, ANPROCA, DNGR, DNPR, etc.) et l'UNC. Pour la mise en œuvre de certaines activités prévues dans la sous-composante A2, des contrats de prestation de services seront également signés au niveau régional ou préfectoral entre, d'une part, l'URC, la CTR ou les fédérations concernées et, d'autre part, les services publics concernés. Les contrats seront mis à la disposition de la CTR. La décision de renouvellement des contrats sera prise à l'issue d'une évaluation rigoureuse faite par la CTR sur la base de critères de performance préalablement établis. La transparence dans la gestion des contrats contribuera à la bonne gouvernance.

### **C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs**

26. Le PNAFA a adopté une approche participative de préparation du PTBA à partir de la base. Le PTBA sera élaboré sur la base des propositions des fédérations partenaires, puis consolidé au niveau de la région naturelle par le CAR et validé par le CAI. L'UNC mettra un cadre budgétaire à la disposition de la CNOPG, des CTR et des OPA aux alentours du mois de juillet. Les propositions régionales seront consolidées par l'UNC dans un PTBA national qui sera soumis au CP pour commentaires, puis approuvé par le Ministère de l'agriculture avant d'être envoyé au FIDA pour avis de non-objection. Chaque projet du PTBA comprendra une description détaillée des activités prévues pour l'année à venir, un plan de passation des marchés et un état de l'origine et de l'utilisation des fonds (plan de décaissement).

#### **Suivi-évaluation**

27. Avec l'extension géographique du PNAFA en Basse Guinée et à Faranah, on procédera à la mise en place d'un système de S&E qui sera intégré dans le système du programme national. Les procédures et les indicateurs seront harmonisés au niveau national.
28. Afin de rendre le système de suivi opérationnel, le PNAFA envisage d'apporter un accompagnement technique et institutionnel en faveur de la consolidation du système de S&E du Ministère de l'agriculture. Un mécanisme de renseignement automatique des indicateurs du système de S&E du PNAFA et de l'Agence nationale des statistiques agricoles (ANASA) est prévu comme contribution du programme aux efforts déployés par le gouvernement afin de planifier les campagnes agricoles à l'échelle nationale.

#### **Gestion des savoirs et communication**

29. Le plan d'action du PNAFA pour la gestion des savoirs et la communication, établi en 2012, sera révisé en 2013 afin d'intégrer les zones d'intervention du PNAFA – extension BGF et de mettre en avant le rôle de la CNOPG comme mécanisme de capitalisation et de dissémination des connaissances. Ceci permettra d'en assurer la pérennisation et l'accessibilité aux organisations paysannes. L'UNC et l'URC se concentreront sur la communication et la visibilité du programme. La CNOPG facilitera également quelques visites d'échange entre OPA dans le pays et dans la sous-région.

### **D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

#### **Gestion financière**

30. La gestion administrative et financière du programme reposera sur les dispositifs et procédures existant au niveau de l'UNC et des URC du PNAFA. Pour faciliter les décaissements du nouveau financement du FIDA, le flux de fonds sera assuré via:

i) un compte désigné en dollars des États-Unis, ouvert à Conakry auprès d'un établissement bancaire acceptable pour le Fonds; ii) un compte d'opérations en francs guinéens; et iii) un sous-compte d'opérations ouvert auprès d'une banque commerciale à Conakry/Dubréka. Ces comptes et ce sous-compte seront gérés conjointement et selon le principe de la double signature. Le rythme d'établissement des demandes de retrait de fonds dépendra du plan de trésorerie et des engagements financiers que le programme devra honorer. Les procédures et les seuils d'établissement des retraits de fonds seront détaillés dans la lettre au bénéficiaire et dans le manuel de gestion administrative et financière du programme, et seront conformes aux autres financements du PNAFA. Le système comptable utilisé par l'UNC et les URC sera compatible avec les normes et principes comptables internationalement reconnus, ainsi qu'avec les normes préconisées par le Gouvernement guinéen. Pour un suivi régulier des progrès qualitatifs et quantitatifs du programme, l'UNC établira des rapports techniques et financiers trimestriels portant sur les activités exécutées par les OPA et les partenaires du programme. Ces rapports seront régulièrement transmis au gouvernement et au FIDA. L'UNC préparera, pour chaque exercice budgétaire, les états financiers consolidés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au programme.

31. Un audit global du programme, dans le respect des normes internationales, sera réalisé une fois l'an par un cabinet sélectionné sur appel d'offres national/international. Chaque année, cet audit devra émettre des recommandations détaillées sur les procédures de gestion du programme. Les prestataires engagés par le programme et les OPA partenaires ayant reçu des subventions dans le cadre du programme devront également être en mesure de répondre à ces audits. Une opinion séparée sur l'utilisation des fonds virés dans les comptes des OPA partenaires et des cellules techniques, conformément aux conventions signées à cet effet entre le PNAFA et ses partenaires, sera prévue dans les objectifs de l'audit.
32. Au niveau de la passation des marchés, les mécanismes mis en place dans le cadre du PNAFA s'appliqueront. Les marchés de biens, de travaux et de services financés sur les ressources du FIDA seront passés conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur en Guinée, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA dans ce domaine. Pour les procédures de passation des marchés au niveau des régions, le processus débutera par l'élaboration des spécifications techniques et des dossiers d'appel d'offres par les fédérations, avec l'appui de la représentation de la CNOPG et de l'URC. Le plan de passation des marchés précise, entre autres, la méthode de passation des marchés pour chaque contrat ainsi que les seuils et préférences applicables dans le cadre du programme.

## **E. Supervision**

33. La supervision du programme et l'administration du financement seront assurées directement par le FIDA, notamment à travers son bureau de pays et en particulier le chargé d'appui au programme de pays. Les missions de supervision accorderont une attention particulière aux facteurs clés de succès du programme et au suivi des activités, des résultats et de la performance du programme au niveau des OPA partenaires, à savoir: i) la gestion financière et les décaissements; ii) l'état d'avancement de l'exécution; et iii) la durabilité des interventions. Le FIDA organisera les missions de supervision et d'appui avec la participation des représentants du Ministère de l'agriculture, des autres ministères concernés, de la CNOPG et des autres partenaires, à raison de deux missions par an. De plus, des missions d'appui seront effectuées en fonction des besoins.

## IV. Coût, financement et avantages du programme

### A. Coût du programme

34. Les coûts totaux du PNAFA – extension BGF, y compris les imprévus physiques et financiers, sont estimés à 40,1 millions d'USD (344 milliards de GNF) sur une période de six ans. Les coûts de base s'élèvent à 36,0 millions d'USD, auxquels s'ajoutent 11% d'imprévus. La part en devises étrangères est estimée à 27%.

### B. Financement du programme

35. Les coûts par source de financement sont présentés par composantes dans le tableau ci-après. Le FIDA financera le PNAFA – extension BGF grâce à un don de 23 millions d'USD, principalement pour l'appui institutionnel aux OPA et aux services publics, l'appui économique aux OPA (sauf infrastructures rurales et aménagements hydroagricoles), la consolidation et l'institutionnalisation des ASF, la coordination, le S&E et la gestion des savoirs.
36. Le Fonds saoudien pour le développement (FSD) contribuera à hauteur de 10 millions d'USD, principalement pour les infrastructures rurales et les aménagements hydroagricoles. Le Ministère de l'économie et des finances (MEF) mobilisera ce cofinancement.
37. La contribution du gouvernement au financement du programme est estimée à 4,2 millions d'USD, soit 10,6% des coûts totaux. Elle équivaut à l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les contrats relatifs à la prestation de services, les véhicules, les équipements et les travaux de génie rural (travaux et études). La contrepartie sera prise en charge par le gouvernement, moyennant l'exonération des droits et taxes sur les importations ou le recours à la procédure des chèques du Trésor et/ou sous forme de contribution en numéraire dans un compte de programme. Les fonds de contrepartie seront inscrits au Programme d'investissement public. En Basse Guinée, l'URC sera basée à Dubréka, au siège du PADER-BGN. Le bâtiment et l'ensemble des mobiliers et de la documentation du PADER-BGN seront transférés au PNAFA – extension BGF.
38. La contribution des bénéficiaires directs est de 2,2 millions d'USD, soit 5,4% du coût total du programme. Les bénéficiaires cofinanceront les infrastructures, les aménagements (en nature) et les équipements (en espèces). Les modalités seront précisées dans le manuel des procédures.
39. CAFODEC Finances SA pourrait mobiliser un capital de 634 000 USD à titre de contribution, soit 1,6% du coût total, notamment destinée au cofinancement des salaires de son personnel, de son fonctionnement de base, d'une participation aux formations et aux investissements<sup>5</sup>.

Tableau

Coûts des composantes par financeur (en milliers d'USD)

	FIDA		FSD		Gouvernement		OPA		CAFODEC		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>A. Appui aux OPA</b>												
1. Appui institutionnel aux OPA	5 977,1	96,2	-	-	239,1	3,8	-	-	-	-	6 216,3	15,5
2. Appui économique aux OPA	12 847,8	45,0	10 001,8	35,0	3 548,1	12,4	2 175,9	7,6	-	-	28 572,3	71,3
<b>Sous-total Appui aux OPA</b>	<b>18 824,9</b>	<b>54,1</b>	<b>10 001,8</b>	<b>28,7</b>	<b>3 787,3</b>	<b>10,9</b>	<b>2 175,9</b>	<b>6,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>34 789,8</b>	<b>86,9</b>
<b>B. Appui aux services publics et à la finance rurale</b>												
1. Appui aux services publics	1 254,4	88,8	-	-	158,2	11,2	-	-	-	-	1 412,6	3,5
2. Appui à la finance rurale	1 546,3	65,2	-	-	191,6	8,1	-	-	634,4	26,7	2 372,3	5,9
<b>Sous-total Appui aux services publics et à la finance rurale</b>	<b>2 800,7</b>	<b>74,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>349,7</b>	<b>9,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>634,4</b>	<b>16,8</b>	<b>3 784,9</b>	<b>9,4</b>
<b>C. Gestion des savoirs et coordination du programme</b>												
1. Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs	1 374,7	92,7	-	-	107,6	7,3	-	-	-	-	1 482,3	3,7
<b>Coût total du programme</b>	<b>23 000,3</b>	<b>57,4</b>	<b>10 001,8</b>	<b>25,0</b>	<b>4 244,6</b>	<b>10,6</b>	<b>2 175,9</b>	<b>5,4</b>	<b>634,4</b>	<b>1,6</b>	<b>40 057,0</b>	<b>100,0</b>

<sup>5</sup> Sous réserve des recommandations de l'audit de CAFODEC Finances SA et des négociations avec le Crédit rural de Guinée.

## **C. Résumé des avantages et analyse économique**

### **Bénéficiaires et bénéfices**

40. Le principal groupe cible du programme sera composé d'environ 55 000 ménages, soit quelque 385 000 personnes, et plus précisément: i) au moins 50 000 ménages membres des unions et groupements, spécialisés dans les filières ciblées (riz et maraîchage) en Basse Guinée, dont une partie dans la transformation, le conditionnement et la mise en marché des produits agricoles; et ii) au moins 5 000 ménages à Faranah. Le principal bénéfice au niveau des acteurs des filières sera une amélioration des conditions de vie grâce à l'accroissement de la productivité.
41. Au moins 50% des bénéficiaires directs du PNAFA – extension BGF seront des femmes et des jeunes. Les femmes seront les principales bénéficiaires des appuis post-récolte offerts par le PNAFA dans la mesure où elles interviennent dans le circuit de la transformation, essentiellement pour l'étuvage, mais aussi dans les activités commerciales comme collectrices et détaillantes.
42. Les principaux bénéficiaires de la consolidation et de l'institutionnalisation des ASF sont les populations rurales, et notamment les petits producteurs agricoles et acteurs en aval des filières et leurs OPA. Il est ainsi prévu qu'au moins 30 000 clients des 50 points de service issus de la transformation des 105 ASF appuyées par le FIDA auront accès à des crédits, dont au moins 40% de femmes et un nombre significatif de groupements et d'unions (environ 600).

### **Bénéfices institutionnels**

43. L'ambition du programme est de développer une approche et un certain nombre d'instruments permettant au partenaire technique et financier de travailler directement avec les organisations paysannes, ces dernières en qualité de maîtres d'œuvre délégués. Cela permettra de développer un savoir-faire comprenant des approches pour une maîtrise d'œuvre par les OPA, des modèles de conventions et contrats, des outils de planification, de restitution et d'autoévaluation au sein des OPA, des mécanismes pour garantir l'accès aux semences, à l'appui-conseil et à la mécanisation, des manuels pour la gestion fiduciaire et la passation des marchés, et un système de suivi de la maturité des OPA.
44. Avec la professionnalisation et l'accroissement des services offerts par les OPA, un mouvement croissant d'adhésion aux fédérations et unions va s'opérer. Ce mouvement de structuration sera renforcé par les conseillers de zone qui travailleront à la base. La professionnalisation des OPA s'accompagnera d'une bonne gouvernance, d'une plus grande capacité d'autofinancement et de mobilisation des appuis et, partant, d'un mouvement paysan plus fort. Actuellement, le niveau de maturité des fédérations partenaires est estimé à 3 pour la FOPBG, 3 pour la FUPRORIZ et 2 pour la FUMA. L'objectif est que les trois fédérations atteignent, en année 6, un niveau de maturité de 4. La maturité des unions sera mesurée en 2013 et des objectifs seront établis. La plupart des unions se situent actuellement au niveau 2, quelques-unes probablement au niveau 3. En année 6, au moins 50% se situeront au niveau 3. Ce niveau de maturité sera surtout reflété dans: i) la qualité de leur système de gestion interne; ii) le caractère démocratique et la bonne gouvernance; iii) leur implication dans la concertation sur les politiques et le dialogue avec les autres acteurs des filières; iv) l'internalisation des services aux membres; et v) des cadres de collaboration stables avec les services publics au niveau régional et préfectoral.
45. Le personnel des opérateurs techniques et des services publics bénéficiera de formations dans des domaines pointus, la Direction régionale de l'agriculture, les cadres du Bureau de stratégie et de développement du Ministère de l'agriculture, du MEF, du Ministère du plan, de l'ANASA et de la Banque centrale de Guinée dans le domaine du S&E et de la planification. L'efficacité des conseillers agricoles de

l'ANPROCA sera améliorée grâce à leur détachement auprès des équipes d'appui-conseil des organisations paysannes.

46. En développant une approche d'appui aux acteurs les plus faibles des filières et en soutenant la mise en place d'un cadre interprofessionnel de concertation au niveau national et régional, le PNAFA contribuera à une meilleure connaissance des méthodes, outils, démarches à utiliser pour assurer la prise en charge du développement des filières par les acteurs eux-mêmes.

## **D. Durabilité**

47. La probabilité de durabilité à long terme des réalisations du programme est élevée. Le partenariat avec la CNOPG, les fédérations et les unions des acteurs des filières, qui sont des structures pérennes, représentatives et soutenues par la base, comme maîtres d'œuvre délégués, constitue un moyen privilégié de pérennisation des acquis. L'appui institutionnel et économique aux fédérations et unions pourra accroître la maturité et renforcer l'autonomie grâce à la mobilisation de ressources internes et externes (financement d'autres partenaires techniques et financiers). De plus, le programme se concentrera sur la mise en place de mécanismes pérennes d'accès aux semences, aux intrants et à l'équipement, et de transformation et de commercialisation des produits, gérés par les OPA. La mise en place de mécanismes de financement des filières (fonds de garantie auprès des banques commerciales et ASF) et la bancarisation des acteurs constituent la clé de voûte du montage.
48. La mise en place et le fonctionnement, au niveau régional et national, de cadres interprofessionnels de concertation pour les filières ciblées donneront aux acteurs, par le biais d'accords professionnels, les moyens de renforcer la compétitivité et d'améliorer la qualité des produits. Ces actions devraient aboutir à un accroissement des parts de marché et, partant, des revenus et des capacités d'investissement, permettant ainsi de maintenir et de développer les acquis du programme.
49. L'institutionnalisation des ASF sous la forme de points de service de CAFODEC Finances SA, une institution guinéenne de microfinancement agréée qui a fait de cette stratégie l'axe principal de ses activités en milieu rural, est un gage évident de la durabilité des actions et services promus par le programme.
50. Afin d'adapter les appuis du programme à la bonne performance des OPA qui auraient atteint un niveau de maturité satisfaisant, le PNAFA envisagera de consacrer en priorité son appui financier au renforcement des capacités de ses élus en termes de concertation sur les politiques, afin qu'ils puissent mener à bien des activités de plaidoyer auprès des décideurs politiques, des parlementaires et autres groupes d'intérêt dans le secteur agricole.
51. Ce renforcement des capacités se fera à travers l'identification des questions politiques qui entravent la compétitivité des produits agricoles, la rédaction de documents de synthèse pour un positionnement stratégique, l'organisation d'ateliers pour développer une vision commune des acteurs de la chaîne de valeur ainsi que l'organisation de visites dans les pays concernés pour partager leur expérience avec d'autres organisations paysannes.

## **E. Identification et atténuation des risques**

52. Même si la plupart des mécanismes ont déjà été testés dans le cadre du PNAFA, en cours d'exécution, le programme devra affronter des risques systémiques liés au contexte ainsi que des risques liés aux activités programmées. Ces risques ont été identifiés et les mesures appropriées d'atténuation ont été intégrées dans la conception du programme.

53. Les principaux risques sont les suivants:
- a) Faiblesse de la gouvernance et insuffisance des capacités des fédérations et unions en matière de gestion et de passation de marchés. Ce risque sera atténué grâce à des efforts de structuration, de renforcement et de responsabilisation progressive des OPA.
  - b) Retards dans la réalisation des infrastructures. Ce risque a une faible probabilité de se concrétiser dans la mesure où les fonds saoudiens seront rapidement mobilisés et où le responsable technique du volet infrastructures pour le PNAAFA a été recruté et est pleinement opérationnel.
  - c) Faible institutionnalisation des ASF. L'étude de notation de CAFODEC Finances SA a fourni au programme les pistes de renforcement nécessaires pour mener à bien la stratégie de professionnalisation et de pérennisation des ASF.

## **V. Considérations d'ordre institutionnel**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

54. Le programme est pleinement conforme aux cinq objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 ainsi qu'aux stratégies et politiques suivantes du FIDA: i) Stratégie concernant le changement climatique; ii) Stratégie pour le secteur privé: développement et partenariat; iii) Politique relative aux entreprises rurales; iv) Politique en matière de finance rurale; v) Politique en matière de ciblage; vi) Cadre pour l'intégration des questions de parité hommes-femmes; vii) Politique relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière; et viii) Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Enfin, le programme est en parfaite harmonie avec le COSOP.

### **B. Alignement et harmonisation**

55. Le programme s'inscrit dans le droit fil des stratégies de développement nationales décrites dans les cadres d'orientation suivants: i) le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté – Phase 2 pour la période 2007-2012; ii) la Politique nationale de développement agricole – Vision 2015 (PNDA); et iii) le Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) 2010-2015. Le programme développera de façon systématique des partenariats avec les autres projets opérant en Basse Guinée et dans la région administrative de Faranah, et les approches seront, dans la mesure du possible, harmonisées.
56. La mise en place du bureau de pays du FIDA en Guinée en 2012 facilite grandement les efforts d'harmonisation et de concertation avec les autres partenaires de développement en vue d'améliorer la synergie et la complémentarité pour des interventions intégrées.

### **C. Innovations et reproduction à plus grande échelle**

57. L'approche du PNAAFA comprend plusieurs aspects novateurs de la stratégie d'intervention du FIDA en Guinée, parmi lesquels: i) le fait de confier directement la maîtrise d'œuvre de certaines activités à des structures paysannes faïtières; ii) le développement, au sein des OPA, de capacités d'appui technique durables; iii) l'amélioration de l'accès aux intrants; iv) la promotion de l'accès du groupe cible aux crédits des banques commerciales; v) la concertation sur les politiques sectorielles à travers les structures faïtières, plus particulièrement la CNOGP; et vi) la mise en place d'un cadre interprofessionnel de concertation solide et durable qui facilitera le renforcement des filières ciblées.

### **D. Participation à l'élaboration des politiques**

58. La mise en pratique de la concertation sur les politiques sectorielles se fera à travers les structures faïtières – en particulier la CNOGP – qui détermineront les thèmes à aborder. Certains de ces thèmes sont néanmoins incontournables: i) la

sécurisation foncière; ii) l'amélioration des conditions de circulation et de mise sur le marché de produits et d'intrants; et iii) le financement de l'agriculture.

## **VI. Instruments et pouvoirs juridiques**

59. Un accord de financement entre la République de Guinée et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
60. La République de Guinée est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
61. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VII. Recommandation**

62. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Guinée un don d'un montant équivalant à quinze millions cent soixante-quinze mille droits de tirage spéciaux (15 175 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Accord de financement négocié:**

### **"Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles – extension Basse-Guinée et Faranah (PNAFA-extension BGF)"**

(Négociations conclues le 3 septembre 2013)

Numéro du don: [introduire le numéro]

Nom du Programme: Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles – extension Basse-Guinée et Faranah ("le Programme")

La République de Guinée ("le Bénéficiaire")

et

Le Fonds international de développement agricole ("le Fonds" ou "le FIDA")

(désigné individuellement par "la Partie" et collectivement par "les Parties")

conviennent par les présentes de ce qui suit:

#### Section A

1. Le présent accord comprend l'ensemble des documents suivants: le présent document, la description du Programme et les dispositions relatives à l'exécution (Annexe 1), le tableau d'affectation des fonds (Annexe 2), et les clauses particulières (Annexe 3).
2. Les Conditions générales applicables au financement du développement agricole en date du 29 avril 2009 et leurs éventuelles modifications postérieures ("les Conditions générales") sont annexées au présent document. L'ensemble des dispositions qu'elles contiennent s'appliquent au présent accord. Aux fins du présent accord, les termes dont la définition figure dans les Conditions générales ont la signification qui y est indiquée.
3. Le Fonds accorde au Bénéficiaire un don ("le financement"), que le Bénéficiaire utilise aux fins de l'exécution du Programme, conformément aux modalités et conditions énoncées dans le présent accord.
4. Le Bénéficiaire entend obtenir du Fonds Saoudien pour le Développement (FSD) un financement d'environ dix millions de dollars des États-Unis (10 000 000 USD) afin de cofinancer principalement les infrastructures rurales et les aménagements hydroagricoles.

#### Section B

1. Le montant du don du FIDA est de quinze millions cent soixante-quinze mille Droits de tirages spéciaux (15 175 000 DTS).
2. L'exercice financier débute le premier janvier.

3. Dès l'entrée en vigueur de l'accord de financement, le Bénéficiaire ouvrira au nom du Programme: a) un compte désigné en USD auprès d'un établissement bancaire à Conakry, pour recevoir le dépôt initial; b) un compte d'opération en Francs guinéens (GNF) alimenté par le Compte désigné; et c) un Compte de programme pour recevoir les fonds de contrepartie qui seront traités, selon la pratique du Bénéficiaire, comme contrepartie au financement extérieur (FINEX).

4. Le Bénéficiaire fournit des fonds de contrepartie (FINEX) aux fins du Programme pour un montant de quatre millions deux cent quarante-quatre mille six cent dollars des États-Unis (4 244 600 USD) représentant l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le Programme, qui seront pris en charge par le Bénéficiaire au moyen de la procédure des Chèques Trésor Série Spéciale (CTSS). Une fois le compte de Programme ouvert, le Bénéficiaire effectuera, au titre de sa contribution en numéraire, un versement annuel de 495 000 000 GNF. Les fonds de contrepartie seront inscrits au Programme d'investissement public (PIP).

### Section C

1. L'agent principal du Programme est le Ministère en charge de l'Agriculture (MA) du Bénéficiaire.

2. La date d'achèvement du projet est fixée au sixième anniversaire de la date d'entrée en vigueur du présent accord.

### Section D

Le Fonds assure l'administration du don et la supervision du Programme.

### Section E

1. Les éléments suivants constituent des conditions additionnelles préalables aux décaissements:

- a) Le personnel du Programme a été recruté,
- b) le compte désigné, le compte de Programme et le compte d'opération ont été ouverts;
- c) les fonds de contrepartie pour la première année ont été inscrits au PIP et le premier dépôt de 495 000 000 GNF a été versé sur le compte de Programme; et
- d) la mise à jour du Manuel des procédures du PNAFA.

2. Toutes les communications ayant trait au présent accord doivent être adressées aux représentants dont le titre et l'adresse figurent ci-dessous:

Pour le Bénéficiaire:

[introduire le titre du représentant]  
[introduire le nom et l'adresse du Ministère]

Pour le Fonds:

[Introduire le titre du représentant]  
Fonds international de développement agricole  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italie

Le présent accord, en date du [introduire date], a été établi en langue française en six (6) exemplaires originaux, trois (3) pour le Fonds et trois (3) pour le Bénéficiaire, et entrera en vigueur à la date de contresignature.

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

\_\_\_\_\_  
[Introduire le nom du représentant autorisé]  
[Introduire son titre]

FONDS INTERNATIONAL DE  
DEVELOPPEMENT AGRICOLE

\_\_\_\_\_  
Kanayo F. Nwanze  
Président

## Annexe 1

*Description du Programme et Dispositions relatives à l'exécution*

## I. Description du Programme

1. *Zone du Programme.* La zone d'intervention du PNAFA sera élargie aux huit (8) préfectures de la Basse Guinée (Boké, Boffa, Dubréka, Fria, Forécariah, Kindia, Coyah et Téliélé), et aux trois (3) préfectures (Faranah, Dabola et Dinguiraye) de la Région administrative de Faranah, de manière à assurer une envergure nationale.

2. *Population cible et groupe cible prioritaire.* Le groupe cible du Programme est constitué de a) petits producteurs agricoles membres d'une organisation paysanne, engagés dans les filières retenues et capables de mettre à profit les opportunités offertes par le Programme et b) d'autres acteurs tels que les femmes transformatrices, les artisans regroupés en Organisations Professionnelles Agricoles (OPA), etc., dont les métiers sont directement liés aux filières ciblées. Le Programme accordera une attention particulière aux catégories les plus vulnérables dont les femmes et les jeunes ruraux.

3. *Objectifs.* L'objectif général du Programme est d'améliorer la sécurité alimentaire d'environ 55 000 ménages ruraux des régions administratives de Boké, Kindia et Faranah. L'objectif spécifique est d'améliorer la production et la productivité des petits producteurs et des autres acteurs dans des filières agricoles porteuses.

4. *Composantes.* Le Programme comprend les composantes suivantes:

Composante A: Appui aux OPASous-composante A1 - Appui institutionnel aux OPA

La convention avec la Confédération nationale des organisations paysannes de Guinée (CNOP-G) sera élargie à la nouvelle zone d'intervention. Les activités à mener dans le cadre de la sous-composante seront les suivantes :

Au niveau national : a) coordination de la programmation annuelle et des activités de la composante A; b) plaidoyer et dialogue sur les politiques sectorielles en faveur du petit producteur agricole; c) capitalisation et diffusion des expériences innovantes du Programme et élaboration de modules de formation; d) visites d'échange ou mobilisation d'expertise paysanne au sein du réseau CNOP-G et ROPPA; e) mise en œuvre du plan d'action « genre et OPA » par le Collège des femmes ; et f) participation aux missions de supervision, revue à mi-parcours et appui à la mise en œuvre des recommandations y afférents.

Au niveau régional : a) structuration des groupements, unions et fédérations; b) formation des leaders et des membres d'OPA; c) appui à la tenue des cadres de concertation, de planification et d'auto-évaluation (mini-Conseil Agricole Régional et CAR); d) facilitation de la préparation des plans d'orientation et d'action des fédérations et unions; e) facilitation de la mise en œuvre des activités économiques et suivi de la gestion fiduciaire, f) facilitation de la mise en œuvre des recommandations des missions de supervision, g) accompagnement dans la mise en œuvre du plan d'action « genre et OPA » ; h) organisation des diagnostics institutionnels participatifs pour le suivi du niveau de maturité des fédérations et unions, et i) facilitation de l'organisation des cadres de concertation par filière.

Aux niveaux national et régional : La CNOP-G mettra l'accent sur l'appui à la post-récolte et à la concertation avec les acteurs en aval des filières. La CNOP-G développera sa capacité interne au niveau central et des 4 CTR afin de concevoir des outils et approches d'appui à la post-récolte.

Sous-composante A2 - Appui économique aux OPA

Les activités à mener dans le cadre de la sous-composante seront les suivantes:

a) Appui-conseil technique. Le dispositif interne d'appui-conseil technique et commercial des fédérations/unions partenaires sera renforcé au moyen: i) de techniciens employés directement par les fédérations et unions concernées, ii) de conseillers agricoles de l'Agence nationale de promotion rurale et de conseil agricole (ANPROCA) mis à la disposition des fédérations et unions, et iii) de jeunes stagiaires qui seront pris en charge par les fédérations. Le Programme financera également des activités d'alphabétisation des producteurs membres d'OPA en particulier des femmes.

b) Semences améliorées. Le mécanisme interne aux OPA de multiplication et diffusion des semences améliorées sera renforcé. Chaque fédération recevra des dotations en matériel végétal de base et établira des contrats de multiplication avec son réseau de multiplicateurs semenciers.

c) Intrants pour la production et la valorisation agricole. Un mécanisme interne d'approvisionnement en intrants agricoles sera affiné et élargi aux nouvelles OPA partenaires. Une dotation unique d'intrants sera mise à la disposition des fédérations pour une seule campagne agricole.

d) Activités de post-récolte. Le Programme appuiera le développement des systèmes de post-récolte des produits agricoles grâce aux partenariats et accords professionnels qui lieront les organisations paysannes aux autres acteurs des filières et par des conventions avec les OPA des acteurs en aval (à titre pilote).

e) Equipements pour la mécanisation de la production et des activités post-récolte. Le Programme appuiera les Unions pour l'acquisition d'équipements de mécanisation essentiels pour les filières ciblées et adaptées aux besoins des petits exploitants. Le Programme mettra également à disposition des fédérations des lignes budgétaires annuelles pour l'acquisition groupée d'équipements, une collaboration avec les banques sera envisagée.

f) Infrastructures d'appui aux activités économiques (aménagements hydro-agricoles, infrastructures de stockage/regroupage, pistes d'accès).

g) Accès au financement des filières. Le Programme privilégiera la mise en place de fonds de garantie par les OPA dans les banques commerciales et les IMF.

h) Assistance technique et mobilisation d'expertise. Une assistance technique nationale et internationale ponctuelle sera offerte pour l'accompagnement méthodologique en matière de gestion fiduciaire, d'audit financier, de passation des marchés, de développement des filières, de finances rurales et toute autre activité contribuant à la réalisation des objectifs du Programme.

i) Opérations pilotes « chaînes de valeur de qualité » pour la filière riz et la filière maraichère, l'objectif du Programme étant de permettre aux acteurs des filières de bénéficier d'un accès à des marchés sécurisés de riz et de produits maraichers de qualité.

## Composante B: Appui aux services publics et à la finance rurale

### Sous-composante B1 – Convention avec les services publics

Les activités à mener dans le cadre de la sous-composante seront les suivantes :

Les conventions déjà signées par le PNAFAFA seront élargies aux zones d'intervention du PNAFAFA-extension BGF. Les services concernés recevront un appui institutionnel, tels que moyens de déplacement, équipement informatique et formations. La Direction régionale de l'agriculture (DRA) sera responsable pour la coordination des services de l'agriculture dans la mise en œuvre et la liaison avec les autorités régionales. Le Bureau de stratégie et de développement (BSD), le Ministère du Plan et le Ministère de l'économie et des finances (MEF) recevront un appui institutionnel, qui leur permettra d'assurer le suivi du Programme. Le BSD préparera également des rapports d'analyse des filières ciblées comme contribution à l'évaluation de l'impact, en particulier sur le riz, l'huile de palme, la pomme de terre et l'oignon. La Banque Centrale de Guinée recevra un appui institutionnel, essentiellement pour des audits et le suivi du secteur de microfinance, en particulier les Associations des services financiers (ASF).

### Sous-composante B2 - Consolidation et institutionnalisation des ASF

L'objectif de la sous-composante est la consolidation et l'institutionnalisation des ASF au travers des appuis financiers et une assistance technique qui seront fournis au Centre d'appui et de formation pour le développement, l'épargne/crédit et de l'éducation civique (CAFODEC) Finances SA pour une durée de 4 ans. Il s'agira principalement de financement de formations, d'assistance technique internationale, d'équipements et de matériels, des frais de fonctionnement et de personnel, des audits externes et de la mise en place des systèmes de gestion.

Après cette phase transitoire, l'appui du Programme se limitera aux formations et à une assistance technique ponctuelle. Ces appuis se feront dans le cadre du plan d'affaires global de CAFODEC Finances SA visant à la transformation des ASF en 105 points de service au niveau national.

## Composante C. Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs

Afin d'assurer une mise en œuvre efficace en Basse-Guinée, le Programme prendra en charge l'établissement et le fonctionnement d'une Unité régionale de coordination (URC) à Dubréka, qui dépendra de l'Unité nationale de coordination (UNC), basée à Conakry. L'URC sera basée au niveau du siège du PADER-BGN. L'URC à Kankan assurera la mise en œuvre des activités à Faranah. Le Programme prendra en charge a) les équipements et le fonctionnement de l'URC, b) le fonctionnement de l'UNC déjà pris en charge par le PNAFAFA en assurant le recrutement et le fonctionnement d'un spécialiste en infrastructures rurales, c) la mise en place et le fonctionnement du système de suivi-évaluation et d) la gestion des savoirs et la communication.

## II. Dispositions relatives à l'exécution

### A. ORGANISATION ET GESTION

#### 1. Agent principal du Programme

Le Programme sera placé sous la tutelle du Ministère de l'agriculture (MA) qui assurera la maîtrise d'ouvrage. La concertation nationale sera assurée par le Comité de pilotage (CP) du PNAFA.

#### 2. Comité de pilotage (CP)

2.1. *Composition.* La concertation nationale sera assurée par le CP du PNAFA. Le nombre de membres statutaires du comité de pilotage du PNAFA sera limité à 15 y compris les leaders des OPA qui représenteront au moins 50% du quorum du CP. L'UNC assurera le secrétariat du CP.

2.2. *Responsabilités.* Le CP assumera les responsabilités suivantes: a) superviser l'état d'avancement du Programme et veiller au respect de ses objectifs et de sa stratégie d'intervention; b) approuver les rapports annuels d'exécution; c) valider les PTBA; d) examiner et approuver les rapports d'audit; e) vérifier l'application des recommandations des missions de supervision; et f) veiller à la cohérence des PTBA avec les politiques et projets en cours. Le CP se réunira au moins une fois par an pour valider le rapport d'activités de l'année achevée et le PTBA de l'année à venir.

#### 3. Comité d'approbation des interventions (CAI)

3.1. *Composition.* Le CAI sera présidé par un représentant de la CNOP-G et sera composé : a) des représentants des fédérations impliquées; b) de la représentation régionale de la CNOP-G; c) d'une représentation du PNAFA (URC); et d) du représentant de la Direction régionale de l'agriculture. La CNOP-G assurera le secrétariat du CAI.

3.2. *Responsabilités.* Le CAI sera mis en place au niveau régional pour recevoir et valider l'admission au financement du Programme des interventions de la sous-composante A2, proposées par les fédérations et les unions. Le CAI, instrument de validation et d'approbation des activités au niveau régional mis en place par le PNAFA, sera organisé sous forme de réunion restreinte à la fin des CAR pour valider le PTBA régional.

#### 4. Conseil agricole régional (CAR)

4.1. *Établissement.* Le CAR est un espace de concertation des OPA membres d'une région naturelle et au besoin élargi aux services techniques et aux autres acteurs des filières concernées.

4.2. *Responsabilités et composition.* Le CAR rassemblera les représentants des fédérations, des ONG et des projets intervenant dans les filières et des directions régionales du MA. Le PNAFA appuiera la tenue de deux (2) CAR par an, afin de préparer le PTBA, discuter le progrès de la mise en œuvre, et rendre compte aux membres. La CNOP-G assurera l'organisation de ces CAR dans chaque région naturelle, notamment pour assurer l'évaluation participative et la planification des activités du Programme au niveau de la région.

4.3. *Objectifs.* Le CAR a pour objectifs de favoriser la réflexion endogène des organisations de producteurs à travers les échanges pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations; de renforcer la représentation professionnelle des OPA et de contribuer à la définition d'une stratégie régionale de développement agricole.

4.4 *Mini-CAR.* Les mini-CAR sont organisés par les Fédérations avec leurs membres afin de faciliter la planification opérationnelle sur la base de leurs POA en début d'année, et d'auto-évaluer leurs activités, définir le Plan d'orientation et d'action (POA) de l'année suivante en milieu d'année. La CNOP-G via ses Cellules techniques régionales (CTR) apporte un appui méthodologique lors de ces mini-CAR et facilite la production d'un tableau de bord et d'un système de suivi comptable. En fonction des résultats de l'auto-évaluation, la CTR élaborera un planning de formations à destination des OPA membres. Le mini-CAR est la base du processus de planification et de restitution du Programme.

## 5. Unités nationale et régionales de Coordination

5.1. *Établissement.* L'UNC du PNAFAFA aura la responsabilité de la mise en œuvre des activités en Basse-Guinée et dans la région administrative de Faranah, à travers les URC basées à Dubréka et à Kankan. Afin d'accélérer la mise en œuvre du volet infrastructures rurales, le Programme recrutera un spécialiste en infrastructures rurales au sein de l'UNC qui apportera un soutien en termes a) d'élaboration des dossiers techniques et demande d'appel d'offres (DAO), b) de suivi de l'avancement des dossiers au niveau central et régional; et c) d'appui aux OPA dans la préparation et la mise en œuvre des activités.

5.2. *Composition.* L'équipe de l'URC comprendra un Coordinateur régional, un Responsable régional de programmation, suivi et évaluation, un Comptable et du personnel d'appui.

5.3. *Responsabilités.* Le rôle des URC sera : a) de faciliter et de suivre la mise en œuvre des conventions des fédérations partenaires et de la CTR; b) de faciliter une gestion fiduciaire des partenaires afin d'en assurer la qualité et l'efficacité; c) de préparer toutes les conventions et contrats nécessaires au niveau régional; d) d'appuyer la tenue des CAR et mini-CAR pour la préparation des PTBA régional et l'évaluation participative des activités; e) de participer au CAI; f) d'assurer la gestion fiduciaire des activités au niveau de la région; g) de prendre part à tout processus de passation de marchés au niveau régional; et h) d'assurer la coordination et le suivi des activités au niveau régional et de rendre compte à l'UNC.

## B. MISE EN ŒUVRE DES COMPOSANTES

### 6. Mise en œuvre de la Sous-composante A1. Appui institutionnel aux OPA

L'UNC signera des conventions biannuelles avec la CNOP-G et les CTR qui couvriront les activités nationales et régionales. Chaque année, le plan d'action de la sous-composante sera consolidé et proposé par la CNOP-G. La représentation nationale de la CNOP-G assurera la mise en œuvre des activités au niveau national. Les CTR assureront l'encadrement des fédérations et des unions et faciliteront la mise en œuvre des activités prévues dans le PTBA pour la sous-composante A2 pour les membres de la CNOP-G. Les CTR et l'URC suivront particulièrement le chronogramme et la qualité des activités prévues dans les conventions avec les fédérations (sous-composante A2). En cas de nécessité, des formateurs spécialisés seront recrutés pour les sessions de formation et de structuration des organisations faîtières.

## 7. Mise en œuvre de la sous-composante A2. Appui économique aux OPA

Des conventions biannuelles seront signées entre chaque fédération partenaire, la CTR et l'UNC/URC. Ces conventions préciseront : a) la nature et l'objet de la convention et le cadre de collaboration ; b) le cahier des charges ; c) l'obligation d'un PTBA biannuel ; d) les obligations du bénéficiaire ; e) les obligations du Programme ; f) le montant de la convention de collaboration ; g) l'utilisation des fonds ; h) le système de passation des marchés ; i) les modalités de paiement ; j) les systèmes fiduciaire et audit ; et k) le système de suivi.

## 8. Mise en œuvre de la Sous-composante B1. Contrats de prestation avec les services publics

8.1. Au niveau national, des contrats de prestation de service seront signés entre les directions nationales et l'UNC. Ces contrats porteront principalement sur : a) l'utilisation des structures régionales par les fédérations partenaires et les représentations régionales de la CNOP-G dans la mise en œuvre du Programme ; b) la mobilisation de l'expertise des services techniques nationaux au niveau de l'UNC et c) la coordination et le suivi-évaluation des services régionaux, impliqués dans la mise en œuvre.

8.2. Pour la mise en œuvre de certaines activités prévues dans la sous-composante A2, des contrats de prestation de service seront signés aux niveaux régional ou préfectoral entre l'URC ou la CTR ou les fédérations et d'autre part les services publics concernés. Un contrat annuel renouvelable de prestation de services sera signé entre le SIPAG/BSD et l'UNC pour a) la collecte et la diffusion des informations au niveau national sur les prix et les marchés et les prix à l'importation et b) le suivi des activités du Programme. La décision de renouvellement des contrats sera prise suite à une évaluation rigoureuse par la CTR sur la base des critères de performance préalablement établis.

## 9. Mise en œuvre de la Sous-composante B2. Consolidation et institutionnalisation des ASF

Le CAFODEC Finances SA sera responsable de la mise en œuvre de son plan d'action global pour la transformation des ASF en points de service. Pour ce faire, une convention d'une durée de quatre ans, revue annuellement, sera signée entre le Programme et CAFODEC Finances SA, précisant notamment les objectifs, les activités et les indicateurs de performance minimum, qualitatifs et quantitatifs. L'assistance technique (AT) sera fournie par une institution ou un expert international avec une expérience reconnue en finance rurale et agricole, et si possible en matière de transformation d'institutions à base communautaire en points de services d'IMF. L'AT sera à plein temps pendant les deux premières années du Programme. La poursuite de l'AT pourra être envisagée par la suite en fonction des résultats atteints et des besoins. Des expertises et études spécifiques et ponctuelles pourront être réalisées par des prestataires spécialisés.

## Annexe 2

*Tableau d'affectation des fonds*

1. *Affectation des fonds du don.* Le tableau ci-dessous indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du don ainsi que le montant du don affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories:

Catégorie	Montant alloué au titre du don (exprimé en DTS)	Pourcentage
1. Génie civil et rural	135 000	100% HT et hors contribution bénéficiaires et des co-financiers
2. Véhicule, matériel et équipements	1 610 000	100% HT et hors contribution bénéficiaires et des co-financiers
3. Formation, information et animation	1 660 000	100% HT et hors contribution bénéficiaires et des co-financiers
4. Assistance technique et contrats de service	1 810 000	100% HT et des co-financiers
5. Convention avec OPA	7 800 000	100% HT
6. Salaires et indemnités	485 000	100% HT
7 Frais de fonctionnement	160 000	100% HT ou 82% du montant TTC
8. Non alloué	1 515 000	
TOTAL	15 175 000	

Co-financiers : Le Fonds Saoudien pour le Développement (FSD) et CAFODEC Finances SA

## Annexe 3

*Clauses particulières*

Conformément aux dispositions de la section 12.01 a) des Conditions générales, le Fonds peut suspendre, en totalité ou en partie, le droit du Bénéficiaire de solliciter des retraits du compte de don si le Bénéficiaire n'a pas respecté l'une quelconque des clauses énoncées ci-dessous, et si le FIDA a établi que ladite défaillance a eu, ou risque d'avoir, un effet préjudiciable important sur le Programme:

1. **Suivi et évaluation.** Le Programme mettra en place un système de suivi-évaluation (SSE) qui sera intégré dans le système du Programme national. Les procédures et les indicateurs seront harmonisés au niveau national. Les cadres de concertation pour la planification et l'auto-évaluation (mini-CAR et CAR) constituent l'ossature principale d'un SSE qui accompagne et renforce la structure déjà opérative. Le SSE sera basé sur: a) un suivi interne des activités, basé sur les rapports de suivi de l'UNC/URC, du CRSC, de la CNOP-G et des services publics, b) une évaluation participative, organisée par la CTR dans chaque région lors des mini-CAR et CAR, c) des missions de supervision et d'appui, mandatées par le FIDA, les autres partenaires et le MA, d) la revue à mi-parcours, e) le rapport d'achèvement, f) l'évaluation d'impact finale et g) des évaluations ponctuelles externes.
2. **Recrutement.** Le recrutement des cadres principaux du Programme se fera par appel à candidature géré par un cabinet spécialisé, le recrutement de ce prestataire se fera après avis de non objection du FIDA. Le recrutement se fera selon un processus excluant toute discrimination, et sur la base de contrats renouvelables ne pouvant, en toute hypothèse, excéder la durée du Programme. Le recrutement des cadres principaux et, le cas échéant, la décision de rompre leur contrat, seront décidés en accord avec le Fonds. Le personnel du Programme sera soumis à des évaluations de performance dont les modalités et critères seront définies dans le Manuel. Il pourra être mis fin à leur contrat en fonction des résultats de ces évaluations. La gestion du personnel sera soumise aux procédures en vigueur sur le territoire du Bénéficiaire. Le Bénéficiaire encouragera les femmes à postuler aux postes techniques à pourvoir dans le cadre du Programme.
3. **Audit.** Les contrats ou conventions entre l'UNC, les OPA partenaires, les représentations régionales de la CNOP-G, et la CNOP-G nationale devront prévoir les modalités d'exécution d'un audit annuel de chaque partenaire, de la CNOP-G et de ses représentations régionales.

# Cadre logique

Résumé du Projet/Programme	Indicateurs clé de performance (*) Indicateurs SYGRI	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<b>Objectif global</b>			
Améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales des régions administratives de Boké, Kindia et Faranah	<ul style="list-style-type: none"> <li>La malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de 35% à 30% *</li> <li>L'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 5% pour 50% des petits producteurs ciblés *</li> <li>L'indice de pauvreté au niveau des régions de Boké, Kindia et Faranah baisse de 55% à 45%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>DSRP, Enquête Intégrée de Base pour l'Evaluation de la Pauvreté (indice de pauvreté)</li> <li>UNDP Human Development Report</li> <li>PAM &amp; UNICEF (malnutrition)</li> <li>Enquêtes de référence<sup>6</sup></li> </ul>	
<b>Objectif de développement du Programme</b>			
Améliorer la productivité et la production agricoles des petits producteurs dans les filières agricoles ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>55 000 ménages, soit 385 000 bénéficiaires directs, atteints (par genre et classe d'âge)*</li> <li>60% des membres (22 000 ménages) ont adopté au moins une technologie conseillée (par genre et classe d'âge) *</li> <li>Les rendements du riz pluvial passent de 1 à 2 t/ha et celui du riz irrigué de 2 à 5 t/ha pour au moins 30% des bénéficiaires</li> <li>Le volume de la production de riz passe de 213 000 t à 364 900 t</li> <li>Les volumes commercialisés de riz passent de 106 500 t à 258 400 t</li> <li>Au moins 30% des bénéficiaires ont un rendement qui passe de 2.5 à 6 t/ha pour le piment, de 3 à 8.5 t/ha pour la tomate, de 3 à 7 t/ha pour l'aubergine et de 4 à 8.5 t/ha pour l'échalote</li> <li>Les volumes de production maraichère ont augmenté passe de 12 813 t à 26 594 t</li> <li>Les volumes commercialisés de maraichage passe de 6 406 t à 20 188 t</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Enquête SYGRI</li> <li>Rapports CNOP-G et fédérations</li> <li>Rapports d'analyse des filières et de la compétitivité (BSD)</li> <li>Rapports de supervision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mauvaise gouvernance (R)</li> <li>Contexte réglementaire, politique et socio-économique défavorable (R)</li> </ul>
<b>Résultats 1:</b> Fédérations, unions et groupements de base bien structurés, davantage autonome et avec une adhésion élargie de leurs membres	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins 1 fédération a atteint un niveau de maturité de 4</li> <li>Au moins 10% des unions ont un niveau de maturité de 4 et 50% de 3</li> <li>Le nombre de membres des groupements (membre ou non de la CNOP-G) augmente de 20%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diagnostic institutionnel participatif (DIP)</li> <li>Rapports de la CNOP-G</li> <li>Rapports de suivi-évaluation</li> <li>Rapports de supervision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bonne capacité interne de la CNOP-G (H)</li> <li>Désintérêt des OP à se structurer (R)</li> </ul>
<b>Produits:</b> 1.1 Encadrement des conseillers de zone (CZ), expertise thématique, cadres de concertation et programmation, gestion des savoirs et dialogue politique renforcés	<ul style="list-style-type: none"> <li>11 CZ + 1 point focal genre<sup>7</sup> sont opérationnels au niveau des CTR</li> <li>20 000 personnes sont formées dans les thèmes institutionnels / commerciaux / OP (par genre) *</li> <li>75 POA des unions sont formulées et/ou mis à jour</li> <li>2 sessions du mini-CAR par filière et 2 sessions du CAR par région par an</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports semestriels de SE</li> <li>Rapports de la CNOP-G</li> <li>Rapports de supervision</li> </ul>	
<b>Résultats 2:</b> Les OP faitières et leurs membres sont des acteurs économiques solides	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins 60 % des membres (soit 26 000 ménages) reçoivent des services de leurs OP</li> <li>Au moins une fédération autofinance son dispositif interne d'appui-conseil ainsi que ses besoins en intrants et en équipements</li> <li>100 comités de gestion sont opérationnels*</li> <li>Le pourcentage de femmes présentes dans les instances clé de décision des unions et fédérations passe de 15% à 30%*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de la CNOP-G et des faitières</li> <li>Rapports de suivi et évaluation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilité d'expertise en appui économique au niveau des OP (H)</li> </ul>

<sup>6</sup> Les enquêtes de référence se réfèrent aux enquêtes SYGRI et une enquête socio-économique inhérente aux objectifs clés du projet

<sup>7</sup> Il s'agit de 11 CZ + 1 point focal genre dont 8 pour la CTR/ CNOP –BG + 1 point focal genre et 3 CZ pour la Région de Faranah ; soit un total de 11 CZ et 1 point focal genre. Au niveau national il y aura 43 CZ et 4 points focaux genre ; soit un total de 47 agents.

Résumé du Projet/Programme	Indicateurs clé de performance (*) Indicateurs SYGRI	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<b>Produits:</b> 2.1 Accès aux semences améliorées, aux intrants et aux équipements, aux aménagements hydro-agricoles et à un appui-conseil performant	<ul style="list-style-type: none"> <li>22 000 personnes encadrées par l'appui-conseil (par genre) *</li> <li>1000 ha de périmètres hydro-agricoles sont fonctionnels, 500 ha de périmètres rizicoles réhabilités, 300 ha de nouveaux périmètres rizicoles aménagés, 200 ha de périmètres maraîchers aménagés</li> <li>4 000 riziculteurs ont accès à des périmètres hydro-agricoles aménagés (2 000 m<sup>2</sup> en moyenne par producteur) *</li> <li>1 000 personnes sont alphabétisées (par genre)</li> <li>40 000 paysans ont accès aux semences améliorées (par genre)</li> <li>40 000 paysans ont accès aux intrants (par genre)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports semestriels de SE</li> <li>Rapports de la CNOP-G et des faitières</li> <li>Rapports du BTGR et du BRPR</li> <li>Rapports de supervision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bonne qualité du matériel végétal de base (H)</li> <li>Retards dans la mise en œuvre des conventions été paiements (R)</li> <li>Mauvaise passation des marchés (R)</li> <li>Disfonctionnement du marché national d'engrais et d'herbicides (R)</li> </ul>
2.2 Disponibilité d'infrastructures de désenclavement, de commercialisation et mise en pratique de techniques de transformation et valorisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>123 magasins de stockage en service *</li> <li>80 villages, 2 400 ha de bas-fonds et plaines et 30 marchés désenclavés</li> <li>15% des groupements sont formés dans les domaines de la post-récolte (conservation, transformation et commercialisation)*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports semestriels de SE</li> <li>Rapports de la CNOP-G et des faitières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Retards pour les infrastructures et aménagements (R)</li> </ul>
<b>Résultats 3:</b> Les services publics sont impliqués dans le renforcement des OPA	<ul style="list-style-type: none"> <li>30 conseillers ruraux/vulgarisateurs du MA sont impliqués dans la mise en œuvre du projet *</li> <li>20 conventions sont signées avec les services publics (au niveau régional et préfectoral)</li> <li>60% des membres d'OPA bénéficient de l'appui-conseil des services publics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de supervision</li> <li>Rapports semestriels de SE</li> </ul>	
<b>Produits:</b> 3.1 Système de collecte, d'analyse et de diffusion des prix opérationnel et système d'évaluation d'impact des filières fonctionnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>30 000 personnes ont accès aux publications mensuelles sur les prix des produits agricoles</li> <li>Production d'un rapport d'analyse des filières ciblées par an</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des OPA</li> <li>Rapports de la DRA</li> </ul>	
<b>Résultats 4:</b> Les populations rurales ont accès à des services financiers de qualité et pérennes <sup>8</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encours moyen de crédit des 50 points de services de 20 milliard FGN pour 15 000 emprunteurs dont 40% de femmes, 20% de jeune et 3% d'OPA</li> <li>Encours moyen épargne des points de service de 10 milliards GNF pour 20 000 épargnants</li> <li>Taux d'autosuffisance opérationnelle des points de services supérieur à 120% *</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etats financiers certifiés de CAFODEC Finances SA</li> <li>Rapports d'activités de CAFODEC Finances SA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Incapacité technique et financière de CAFODEC Finances SA à mettre en œuvre son plan d'affaires pour les points de service (R)</li> </ul>
<b>Produits:</b> 4.1 ASF professionnalisées et institutionnalisées sous forme de points de service, produits financiers accessibles et adaptés pour les acteurs des filières agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>3 000 producteurs sont des emprunteurs actifs *</li> <li>105 ASF ont été fusionnées, professionnalisées et transformées en 50 points de service</li> <li>Les ASF transformées détiennent 45% du capital de CAFODEC Finances SA, et sont représentées par 4 membres au CA de CAFODEC Finances SA (sur un total de 9)</li> <li>Au moins 50% des crédits sont destinés à l'agriculture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de notation institutionnelle et sociale de CAFODEC Finances SA</li> <li>Rapports de supervision</li> <li>Rapports de suivi-évaluation</li> </ul>	

<sup>8</sup> Indicateurs cibles qui couvrent les résultats à atteindre au niveau national. Ces indicateurs seront désagrégés entre les ASF concernées par PNAFA-HFM et PNAFA-extension BGF dès que la stratégie de professionnalisation et pérennisation des ASF sera arrêtée (donc sous réserve du rapport d'audit de CAFODEC Finances SA prévu pour juin 2013 et des négociations entamées avec le CRG)